

Unité départementale de l'Aisne
25, rue Albert Thomas
02100 Saint-quentin

Saint-quentin, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACTINOV (EX UNILEP)

Zone des Waillons
9 rue Claude Reclus
02220 Braine

Références : LACTINOV_RP_0005100439
Code AIOT : 0005104640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement LACTINOV (EX UNILEP) implanté Zone des Waillons 9 rue Claude Reclus 02220 Braine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance reçu le 24/02/2025 à la DREAL, concernant l'extension des capacités de stockage, la construction de nouvelles installations techniques, la modification des infrastructures existantes et la mise en adéquation des moyens de lutte contre l'incendie.

Cette visite a permis également de récolter les écarts et les observations relevées lors de la visite du 22/03/2023 relative à l'action nationale 2023 Rubrique 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTINOV (EX UNILEP)
- Zone des Waillons 9 rue Claude Reclus 02220 Braine
- Code AIOT : 0005104640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site LACTINOV est spécialisé dans la formulation et le conditionnement aseptique de boissons à base de lait.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PAC modification extension	Arrêté Préfectoral du 18/05/2004, article 7	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) 10	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
4	Réserve eau incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2004, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite et à l'instruction du PAC reçu le 24/02/2025, l'Inspection a formulé une demande de compléments, en annexe confidentielle.

Par ailleurs, il a été constaté la mise en conformité de l'écart et des 6 observations relevées lors de la visite d'inspection du 22/03/2023 relative à l'action nationale 2023 Rubrique 1510.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PAC modification extension

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2004, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles. L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement, lorsqu'il existe, est également joint.

<p>Constats :</p> <p>Par courrier reçu le 24 février 2025 à l'Unité Départementale de l'Aisne, la société LACTINOV de Braine a transmis à l'Inspection des installations classées un porter à connaissance concernant l'extension des capacités de stockage, la construction de nouvelles installations techniques, la modification des infrastructures existantes et la mise en adéquation des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant a présenté son projet.</p> <p>Ce PAC est en cours d'instruction. Une lettre de demande de compléments est jointe en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de la visite du 22/03/2023 :</p> <p>Existence d'un état des stocks (VIF), pour l'ensemble du site. Plan du site permettant d'identifier les différentes zones couvertes par l'état des stocks. Possibilité d'extraire les informations pour la 1510. Les matières incrémentent et dé incrémentent l'état des stocks en temps réel. Dernier Inventaire réalisé mi-décembre 2022 selon l'exploitant. Consultation de certaines FDS à l'issue de la visite.</p> <p>2023-NC1 : Accessibilité permanente de l'état des stocks et du plan associé ainsi que des FDS, non démontrée lors de la visite.</p> <p>2023-O2 : Justification du dernier inventaire à transmettre.</p>

Constats de la visite du 25/04/2025 :

Le jour de la visite, l'Inspection a pu constater l'accessibilité permanente de l'état des stocks quotidien en version papier et du plan associé dans la bannette murale "Etat des stocks POMPIER / DREAL" au niveau du local de la zone de dépotage. Les FDS sont localisées dans un coffret au niveau du point de rassemblement incendie, à proximité du local de la zone de dépotage. L'écart 2023-NC1 est levé.

Par ailleurs, Lactinov réalise un inventaire dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels par un commissaire aux comptes. Celui-ci réalise un contrôle de l'état des stocks par sondage. L'exploitant a transmis un extrait de cet inventaire. L'observation 2023-O2 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) 10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

Constats de la visite du 22/03/2023 :

Pour l'établissement, l'état des stocks dans sa version renforcée n'est applicable que pour l'installation 1510. L'état des stocks remis permet de distinguer les matières dangereuses des matières non dangereuses ainsi que les tonnages entreposés par secteurs. Les matières dangereuses sont identifiées par le terme "produit chimique" et leur pictogramme (Code) (SGH01 à 09). Pour les matières non dangereuses, elles sont identifiées selon les grandes familles de produits (papier-carton, plastique, lait /crèmes,...)

2023-O3 : Des corrections sont à apporter (Mention de matières dangereuses dans la cellule principale alors que non présentes).

2023-O4 : La petite extension considérée comme une seconde IPD devra disposer de son propre code afin de distinguer son stockage de celui de la cellule principale.

2023-O5 : Les codes SGH1 à 9 sont assez généraux. Un même code recouvre plusieurs familles de dangers. Il n'y a pas de corrélation entre les codes SGH et les rubriques 4000. Certains codes (ie SGH07) sont d'ailleurs associés à des mentions de danger n'impliquant pas de classements ICPE. Aussi, l'état des stocks doit faire apparaître les différentes familles de mentions de dangers ainsi que les substances correspondantes, dès lors qu'elles impliquent un classement au titre d'une rubrique ICPE (n° 1000 / 4000). Les substances dangereuses entraînant un classement ICPE (Rubriques n° 1000-4000) doivent être nommément désignées. Pour ces dernières, les termes "ingrédients" et "produits chimiques" sont imprécis. Les autres substances dangereuses ainsi que les matières non dangereuses, présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, doivent être distinguées dans l'état des stocks. Pour ces dernières, les termes "ingrédients" et "produits chimiques" sont imprécis.

2023-O6 : La visite portait spécifiquement sur l'installation 1510. Toutefois, le stockage d'acide nitrique ne semble pas apparaître sur le document remis. Ce stockage n'est pas soumis à l'obligation d'un état des stocks dans sa version renforcée. Toutefois, le site reste soumis à l'arrêté ministériel du 04-10-2010 applicable à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation et en particulier à l'article 49 qui demande un état des matières stockées. Aussi, l'exploitant devra s'assurer du respect de cet article.

Constats de la visite du 25/04/2025 :

Après consultation de l'état des stocks, il a été constaté :

- la présence d'une colonne "Mentions danger" précisant par exemple les mentions suivantes : "Peut être corrosif pour les métaux", "provoque des lésions oculaires graves", "Toxique par inhalation"... L'observation 2023-O3 est levée.

- l'intégration du nom du bâtiment "LEGOUPIL" dans l'état des stocks, correspondant au second IPD. Ce bâtiment est également localisé sur le plan. L'observation 2023-O4 est levée.

- toutes les mentions de dangers sont désormais intégrées à l'état des stocks. les codes SGH ont été remplacés par les mentions de danger sur l'état des stocks.

Les produits pouvant entraîner un classement ICPE sont nommément désignés (nom du produit ou nom de l'ingrédient). L'exploitant précise également qu'aucun produit pouvant entraîner un classement ICPE n'est présent dans l'installation 1510. L'observation 2023-O5 est levée.

- l'acide nitrique est intégré à l'état des stocks. L'exploitant précise que l'acide nitrique ne fait pas partie de l'installation 1510. L'observation 2023-O6 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réserve eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2004, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve eau incendie

Prescription contrôlée :

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur le périmètre complet par une voie engin d'au moins 4 mètres de largeur et 3.5 mètres de hauteur libre.....

Constats :

Absence de stockage sur la surface minimale réservée aux engins des secours. L'observation 2023-O1 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite